

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

N°17 Novembre 1980

• Irak-Iran •

L'ENJEU

LA guerre s'installe entre l'Irak et l'Iran et l'âpreté du conflit, l'ampleur des moyens utilisés mais surtout le théâtre des opérations — le Moyen-Orient, les routes du pétrole, les portes de l'Asie — peuvent faire craindre une aggravation et une extension dramatiques. Yasser Arafat répétait souvent que le Moyen-Orient était une poudrière prête à exploser. C'est commencé.

L'opinion internationale a été rassurée par les média et voit dans cette guerre « locale » une rivalité de frères ennemis

où le « bon » — baptisé Irak — doit nécessairement et rapidement l'emporter sur le « méchant » — l'Iran. Ainsi seront rétablies, pour un temps, à la



Rivalités hégémoniques locales ou conflit entre grandes puissances par frères ennemis interposés ? Et si les causes de la guerre étaient à chercher ailleurs ? Du côté des idéologies nationalistes arabe et islamique, par exemple ?

fois la stabilité régionale et la sécurité d'approvisionnement en pétrole. Il est facile d'imaginer l'extraordinaire crédit international que Saddam Hussein pourrait conquérir à l'Est comme à l'Ouest, en libérant de Khomeiny les Américains d'un côté, les Soviétiques de l'autre et les conservateurs arabes enfin.

C'est qu'en réalité l'enjeu de cette guerre est la révolution khoméniste. Enjeu local, régional et mondial.

Car le conflit se situe au cœur de la région où s'extrait près des deux tiers de la production de pétrole de l'OPEP et où sont concentrées les plus grandes réserves du monde. Aujourd'hui cette région assure 35% des approvisionnements pétroliers des États-Unis, 65%

de l'Europe et 72 % du Japon. Une grosse partie de l'industrie pétrolière du Golfe est ou était contrôlée par les États-Unis depuis l'entre-deux guerres à travers les compagnies américaines. L'importance du pétrole du Golfe pour les États-Unis a été définie par le département d'État en termes de continuité d'« **accès aux fournitures pétrolières du Golfe à des prix raisonnables et en quantités suffisantes** » pour satisfaire les besoins croissants des États-Unis et de leurs alliés européens et japonais tout en contrôlant le marché mondial du pétrole. Il faut ajouter le problème des investissements américains dans la région du Golfe et l'exigence américaine de pouvoir compter sur les marchés et sur les pétro-dollars du Golfe.

Les intérêts de l'U.R.S.S. dans le Golfe sont principalement dictés par le voisinage géographique et par sa volonté de participer au contrôle du trafic maritime régional, sans

oublier le fait que la production pétrolière soviétique pourrait diminuer dans les années 80... En outre, cette région se trouve à 500 km de l'Afghanistan, à 20 mn de vol.

un certain 7 janvier 1978...

Or la situation régionale est devenue instable très exactement à partir du 7 janvier 1978 quand une manifestation d'étudiants a dégénéré en massacre à Qom, cité sainte iranienne jusque-là ignorée des plus fins stratèges... et ce fut après un mouvement de masse sans précédent aboutissant au renversement du Shah, suivi par des incidents graves à La Mecque...

Et ces événements « locaux » s'insèrent dans la dégradation de la situation internationale qui, sur le plan régional, se traduit par des aspects très significatifs.

Sur le plan politique, c'est l'impasse provoquée par les accords de Camp David qui, ne

désenclanchant pas la « mine » palestinienne, contribuent à aggraver dangereusement la tension, en particulier au Liban. L'axe Égypte-Israël ne permet pas aux Américains un contrôle politico-militaire satisfaisant de la région. C'est dans ce contexte que les États-Unis se sont attachés à favoriser le décrochage de l'Irak tant vis-à-vis du Front de la fermeté que de l'U.R.S.S. pour constituer un nouvel axe Bagdad - Ryad - Amman qui viserait, sous couvert d'une initiative européenne, à un deuxième Camp David avec un gouvernement israélien débarrassé de Bégin (1). Cette politique s'accompagne de la décision de constituer une force d'intervention directe dans le Golfe (Task force).

Sur le plan économique, au sein de l'OPEP, des contradictions nouvelles s'exacerbent. D'un côté, il y a ceux qui voudraient d'abord établir un nouveau et plus bas niveau de production de pétrole, pour, ensuite, procéder à la défini-



Sadam Hussein à Paris - La France a joué Bagdad. - Photo A.F.P.

tion d'une stratégie commune à long terme; c'est le cas de l'Irak, de l'Algérie et de la Libye. De l'autre, il y a ceux qui, Arabie Saoudite en tête mais bientôt suivie par l'Irak, veulent faire le contraire; c'est-à-dire d'abord définir une stratégie sur les prix, sur la production, sur les rapports avec les grandes compagnies et les pays consommateurs et, ensuite seulement, dans une deuxième phase, procéder à une très éventuelle réduction de la production excédentaire.

Enfin l'U.R.S.S., par son intervention directe en Afghanistan, exprime sa volonté agressive d'ingérence dans le monde islamique et laisse peser une menace sur l'avenir.

Là comme ailleurs, la tension internationale s'explique par la volonté des super-puissances et des classes dirigeantes locales d'empêcher l'émancipation politique et économique des peuples.

nationalisme arabe contre nationalisme islamique

Mais il serait erroné de voir dans les développements de la situation dans le Golfe le simple produit des manœuvres des puissances si grandes soient-elles...

En réalité, la tension devenue guerre entre l'Irak et l'Iran est plus fondamentalement le résultat du conflit qui oppose deux vastes mouvements idéologiques, le nationalisme arabe d'un côté, l'islamisme de l'autre, qu'il faut situer dans leur processus historique.

Pendant un demi-siècle, mais surtout depuis la Deuxième Guerre le mouvement national arabe — considérant comme acquise l'existence d'une nation arabe — s'est développé sous la forme de tentatives de coordination de diverses orga-

nisations politiques, sociales et culturelles arabes dans le but de récupérer contre le colonialisme et l'impérialisme occidental l'identité nationale du monde arabe et de former, dans une première étape, des États nationaux indépendants. Le nasserisme d'un côté, le Baas de l'autre ont été les pôles de ce mouvement. La fin de l'expérience nasérienne, les divisions insurmontables du Baas ont consommé l'échec du panarabisme. Aux yeux des masses cet échec est devenu faillite à travers la crise des États nationaux arabes. Ceux-ci s'étaient constitués en s'engageant à répondre aux aspirations de leur peuple, c'est-à-dire à rendre effective leur indépendance politique en la reliant à un programme de développement économique et social capable de les faire sortir du sous-développement et de les rendre indépendants des grandes puissances.

Plus globalement, au niveau de la région arabo-islamique — c'est-à-dire y compris des pays non-arabes, comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan et dans une mesure moindre l'Afghanistan — l'État national a greffé sur la société un mode de développement capitaliste dépendant, laissant émerger une classe dirigeante se coupant chaque jour davantage des classes populaires urbaines et rurales, et s'attachant toujours plus au modèle occidental.

C'est dans ce contexte d'échec que l'Islam se présente sans solution de continuité comme alternative à la fois nationale — comme réponse plus adéquate aux spécificités culturelles et sociales de chacun des pays — et internationale, en développant un certain œcuménisme anti-occidental. La révolution iranienne a montré l'impact de masse de l'islam en tant que composante politique

essentielle et indispensable pour enclancher un processus capable de modifier et de remettre en cause l'ordre économique-social dans l'ensemble de la région (2). En Afghanistan l'islam est l'axe porteur du nationalisme même si son contenu social est en partie différent.

Plus grave : les événements de La Mecque ont prouvé que le slogan islamique pouvait agir comme élément de rupture en Arabie Saoudite elle-même...

Certes le caractère interclassiste ambigu et même parfois mystificateur du mouvement islamique ne lui donne pas automatiquement une nature progressiste. La bataille politique pour la direction de ce mouvement fait rage en Iran par exemple.

Il n'en reste pas moins que la révolution iranienne, quelles que soient les issues de ses convulsions, a exprimé la capacité des masses du tiers monde, à partir de leur expérience et de leur modèle culturel autochtone, de renverser les tyrannies les mieux établies... en dehors de toute influence extérieure.

Ainsi, le conflit fondamental dans la région oppose le nationalisme arabe des régimes moyen-orientaux de plus en plus tournés vers l'Occident au nationalisme islamique à la recherche confuse d'une alternative qui refuse aussi le modèle soviétique.

Le risque que fait peser le mouvement islamique sur les classes dirigeantes de la région et sur le pouvoir prosoviétique en Afghanistan montre bien que les grandes puissances sont très intéressées à l'issue du conflit en cours. Déjà l'imprévue résistance iranienne a modifié les différents « montages » stratégiques des grandes puissances dans la région. On le constate dans les comportements assez chaotiques des

États-Unis et de l'U.R.S.S.

Une zone « grise »

La région du Golfe se trouve dans une des zones « grises » où les superpuissances luttent « librement » pour s'y créer de solides points d'appui.

La présence américaine est ancienne et après différentes péripéties c'est la guerre de 1973 qui a contraint les États-Unis à remodeler et repenser leur stratégie. Pour le Golfe, la politique américaine s'est basée sur un « système à deux piliers » constitué par l'Arabie Saoudite et l'Iran. La diplomatie saoudienne du dollar était complémentaire du rôle militaire iranien de gendarme du Golfe.

De son côté l'U.R.S.S., après son échec spectaculaire pour faire de l'Égypte son instrument de pénétration dans le monde arabe, a voulu se rattraper avec la révolution irakienne de 1958. Après la guerre d'octobre, où l'U.R.S.S. s'est posée du côté arabe, la politique soviétique fut très pragmatique, en s'efforçant d'améliorer ses rapports avec les différents pays du Golfe, y compris l'Arabie Saoudite et l'Iran. Son plus grand succès fut sa position au Yémen du Sud et son accès privilégié au port d'Aden. En 1978 tout semblait stable puis, en 79-80, les événements se sont précipités : la révolution iranienne, l'Afghanistan et l'intervention soviétique,

la tension russo-américaine, l'absence de tout progrès dans la solution du problème palestinien...

La peur de l'Iran provoque des changements dans le système stratégique du Golfe. L'Arabie Saoudite renforce son contrôle sur le Golfe et se rapproche de l'Irak qui se propose d'assumer un rôle important militaro-policié dans le Golfe.

Parallèlement, les Américains mettent l'embargo sur le pétrole iranien et, fait plus grave, bloquent les avoirs iraniens dans les banques américaines et dans leurs succursales étrangères. Enfin, ils lancent une opération militaire qui s'effondre dans le désert. Pour finir, ils donnent le feu vert à l'Irak. En espérant une guerre-éclair.

et l'Europe ?

Dans toute cette affaire, l'Europe comme sujet actif et autonome apparaît peu. Pour trois raisons: d'abord parce qu'elle est beaucoup plus dépendante du pétrole du Golfe que les deux super-puissances, ensuite parce qu'elle participe en réalité de l'impérialisme énergétique à direction américaine, enfin parce qu'elle est divisée.

En tout cas la France et l'Italie ont clairement joué Bagdad comme facteur de stabilité et lui ont livré un matériel militaire — et nucléaire — tout à fait conséquent. Cependant la France et

la R.F.A. ont freiné la volonté américaine d'envoyer une force navale occidentale dans le Golfe. Mais l'Europe a montré sa fragilité en même temps que son incapacité à avoir une autre politique, si elle ne remet pas en cause l'impérialisme énergétique et ce qu'il entraîne comme structure de domination et d'exploitation.

Bref, le conflit Irak-Iran met à jour le binôme guerre-énergie et semble préfigurer la nature des conflits des années 80.

Ce qui signifie que la solution du problème de la guerre et de la paix dépendra de la capacité des peuples du tiers monde et d'Europe, en particulier, à modifier les termes de la production et de la consommation d'énergie.

L'avenir d'une politique de non-alignement passe par la solution de ce problème, liée à la mise en place d'un nouveau modèle de développement non fondé sur le gaspillage des sources d'énergie épuisables.

Bernard RAVENEL •

(1) Cf *le Monde diplomatique* d'octobre 80 : article de Selim Turkié sur le Liban. Voir aussi les deux articles du même journaliste dans les numéros de février et de septembre 80: une masse de renseignements sur les manœuvres américaines dans la région.

(2) Cf. *Peuples méditerranéens*, n° 7-8-9 (en 1979), en particulier les remarquables études de Paul Vieille. En vente à la librairie Syros.